

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le très honorable premier ministre pourrait peut-être répondre à la question.

M. Mulroney: Monsieur le Président, le hansom ne reflétera pas la grande fierté avec laquelle la députée d'Hamilton-Est a déclaré qu'elle n'était pas membre de l'ancien gouvernement libéral.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Son chef l'était; M. Chrétien en faisait partie.

M. Mulroney: Monsieur le Président, le ministre des Finances reviendra parmi nous sous peu lorsqu'il aura terminé ses consultations. Il fera alors part au gouvernement et à la Chambre de ses intentions.

Jusqu'à maintenant, le programme économique du gouvernement a amené le type de changements fondamentaux que nous souhaitons, soit une baisse de l'inflation, une chute des taux d'intérêt et le reste.

Je pense que ma collègue aura l'occasion sous peu d'appuyer ce type de programme. Je sais qu'elle interviendra alors et qu'elle dira au nom des chômeurs que le moment est venu de réduire les taux d'intérêt, de juguler l'inflation et qu'en tant que députée d'Hamilton-Est, elle va s'opposer à des dépenses. . .

M. le Président: Je pense que nous devons poursuivre. La parole est au député de Surrey-Nord.

* * *

LES SOINS DE SANTÉ

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Un nouveau rapport de l'Institut C.D. Howe confirme encore une fois que la réduction des dépenses par ce gouvernement et par le précédent gouvernement libéral de M. Trudeau ont nui à l'accessibilité des Canadiens aux services de santé et aux normes de santé nationales qui ne signifient plus rien.

Le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre quand le gel des contributions aux régimes provinciaux d'assurance-maladie sera levé et quand son gouvernement va arrêter de saboter le régime d'assurance-maladie au Canada sous prétexte de réduire le déficit?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt le rapport de l'Institut C.D. Howe. Il contient des erreurs fondamentales.

Il ne tient pas compte entre autres des points d'impôt qui sont transférés aux provinces. Il tient seulement compte des changements au niveau transferts pécuniaires. Si le

député comprenait le système, il saurait qu'il y a quelque temps, les provinces ont demandé à ce qu'on leur transfère des points d'impôt au lieu de fonds. Si ces deux facteurs avaient été pris en considération, le député aurait constaté que le total des transferts effectués aux provinces entre 1984-1985 et 1993-1994 a augmenté de quelque 60 p. 100 et est passé de quelque 25,6 milliards de dollars à 40,5 milliards pour l'exercice financier 1993-1994 en cours.

• (1445)

À mon avis, si le député tenait compte des points d'impôt et des transferts pécuniaires, il constaterait qu'en fait nous ne nous sommes pas déchargés de nos obligations sur le dos des provinces, mais qu'au contraire, étant donné la situation financière nous avons été très généreux avec les provinces.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, les paiements de transfert effectués par le gouvernement fédéral aux provinces au titre de la santé, de l'enseignement supérieur et du bien-être social ne représentent que 20 p. 100 du budget fédéral. Pourtant, les réductions apportées à ces transferts représentent plus de 40 p. 100 de la réduction totale des dépenses.

Pourquoi le gouvernement choisit-il de réduire du double—par rapport aux autres programmes—les fonds consacrés à la santé, l'éducation et les services d'aide aux femmes et aux enfants? Pourquoi sacrifier le régime d'assurance-maladie tout cela pour acheter des hélicoptères dont nous n'avons pas besoin et dont nous ne voulons pas?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, ce que dit le député est faux. Seul le NPD pourrait qualifier de réduction une augmentation moyenne des paiements de transferts à la province de 5,2 p. 100 par an depuis neuf ans. Je ne comprends pas très bien ses calculs. Les Canadiens non plus, je pense.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur.

Le premier ministre a dit à la télévision américaine que l'accord parallèle sur l'environnement qui viendra s'ajouter à l'ALENA n'a pas grand-chose à voir avec le Canada, qu'il n'est pas important pour nous. Par contre, les Américains disent qu'ils se retireront de l'ALENA s'ils n'obtiennent pas ce qu'ils veulent en ce qui concerne l'environnement.